



OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

Drugless Practitioners Act

Revised Statutes of Ontario, 1990
Chapter D.18

Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments

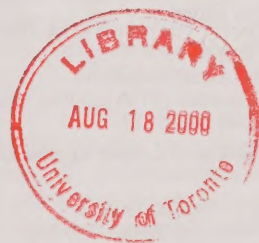
Lois refondues de l'Ontario de 1990
Chapitre D.18

and the following Regulations (as amended):

et les règlements suivants (tels qu'ils sont modifiés) :

General (R.R.O. 1990, Reg. 278)

Osteopaths (R.R.O. 1990, Reg. 280)



June 2, 2000

2 juin 2000

©Printed by the Queen's Printer for Ontario

©Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario



CONTENTS / SOMMAIRE

	Page
Drugless Practitioners Act/Loi sur les praticiens ne prescrivants pas de médicaments	1
Regulations/Règlements	
General (R.R.O. 1990, Reg. 278)	R1.1
Osteopaths (R.R.O. 1990, Reg. 280)	R2.1

NOTICE

This is an office consolidation of the statute and the regulations named above. It is printed by the Queen's Printer for Ontario. Section 24.1 (1) of the *Evidence Act* provides as follows:

A document that purports to be printed by the Queen's Printer for Ontario as an office consolidation of a statute or regulation shall be received in evidence, in the absence of evidence to the contrary, as an accurate consolidation of the statute or regulation as it read on the date indicated on the document.

The Regulations in this consolidation were made in English only. No French version is available.

You may purchase copies of this and other Government of Ontario publications in person or by telephone, fax, or mail order through **Publications Ontario** at:

880 Bay Street
TORONTO, ONTARIO M7A 1N8
(416) 326-5300
Toll-free 1-800-668-9938
Teletypewriter (TTY) toll-free 1-800-268-7095
Fax (416) 326-5317

In the Ottawa area contact **Access Ontario** at:

161 Elgin Street, Level 2
OTTAWA, ONTARIO K2P 2K1
(613) 238-3630
Toll-free 1-800-268-8758
Teletypewriter (TTY) (613) 566-2235
Fax (613) 566-2234

You may also purchase government publications through POOL (Publications Ontario On-line) on the **Internet** at:

www.publications.gov.on.ca

AVIS

La présente codification administrative comprend la loi et les règlements ci-dessus. Elle est imprimée par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario. Le paragraphe 24.1 (1) de la *Loi sur la preuve* prévoit ce qui suit :

Le document qui se présente comme ayant été imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario à titre de codification administrative d'une loi ou d'un règlement est, en l'absence de preuve contraire, reçu en preuve à titre de codification exacte de la loi ou du règlement, tels qu'ils existaient à la date figurant sur le document.

Les règlements contenus dans la présente codification n'ont été pris qu'en anglais. Il n'en existe pas de version française.

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario en personne ou par téléphone, télécopie ou commande postale auprès de **Publications Ontario** à l'adresse et aux numéros suivants :

880, rue Bay
TORONTO, ONTARIO M7A 1N8
(416) 326-5300
Numéro sans frais : 1-800-668-9938
Numéro de téléimprimeur (ATS) sans frais : 1-800-268-7095
Numéro de télécopieur : (416) 326-5317

Dans la région d'Ottawa, communiquer avec **Accès Ontario** à l'adresse et aux numéros suivants :

161, rue Elgin, 2^e étage
OTTAWA, ONTARIO K2P 2K1
(613) 238-3630
Numéro sans frais : 1-800-268-8758
Numéro de téléimprimeur (ATS) : (613) 566-2235
Numéro de télécopieur : (613) 566-2234

On peut également se procurer les publications du gouvernement sur **Internet** par le biais de POD (Publications Ontario en direct) à l'adresse suivante :

www.publications.gov.on.ca

CHAPTER D.18

Drugless Practitioners Act

CHAPITRE D.18

Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments

Definitions

1. In this Act,

“Board” means the Board of Regents; (“bureau”)

“drugless practitioner” means a person who practises the treatment of any ailment, disease, defect or disability of the human body by manipulation, adjustment, manual or electro-therapy or by any similar method; (“praticien ne prescrivant pas de médicaments”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”) R.S.O. 1990, c. D.18, s. 1.

Board of Regents

2. (1) The Board of Regents established under *The Drugless Practitioners Act, 1925*, being chapter 49, is continued under the name Board of Regents in English and bureau des administrateurs in French, and shall be composed of five persons appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Term of office

(2) Every member of the Board shall hold office for a period of two years, but any member is eligible for reappointment at the expiration of the term of office.

Vacancies

(3) Every vacancy on the Board caused by the death, resignation or incapacity of a member shall be filled by the appointment of a person to hold office for the remainder of the term of such member.

Officers

(4) The Lieutenant Governor in Council shall designate from time to time one of the members to be chair, one to be vice-chair and one to be secretary-treasurer of the Board. R.S.O. 1990, c. D.18, s. 2.

Boards of directors

3. (1) The Lieutenant Governor in Council may appoint a board of directors for one or more classifications of drugless practitioners to be composed of not fewer than three and not more than five members and to be known in English as the Board of Directors of (*inserting the classification or classifications*) and in French as Conseil d'administration des (*inserting the classification or classifications*).

Term of office

(2) The members of a board of directors shall hold office for a period of two years, but any member is eligible for reappointment at the expiration of the term of office.

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«bureau» Le bureau des administrateurs. («Board»)

«praticien ne prescrivant pas de médicaments» Personne qui traite tout mal, maladie, défaut ou incapacité physique du corps humain par la manipulation, l'ajustement, la thérapie manuelle ou l'électrothérapie ou une autre méthode semblable. («drugless practitioner»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations») L.R.O. 1990, chap. D.18, art. 1.

2. (1) Le bureau connu sous le nom de Board of Regents constitué en vertu de la loi intitulée *The Drugless Practitioners Act, 1925*, qui constitue le chapitre 49, est maintenu sous le nom de bureau des administrateurs en français et sous le nom de Board of Regents en anglais, et se compose de cinq personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(2) Le mandat d'un membre du bureau est d'une durée de deux ans et il est renouvelable.

(3) La vacance qui résulte du décès, de la démission ou de l'empêchement d'un membre du bureau est comblée par la nomination d'une personne qui occupe ce poste pendant le reste du mandat de son prédécesseur.

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil choisit, à l'occasion, parmi les membres du bureau un président, un vice-président et un secrétaire-trésorier. L.R.O. 1990, chap. D.18, art. 2.

3. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut constituer un conseil d'administration pour une ou plusieurs catégories de praticiens ne prescrivant pas de médicaments, composé d'au moins trois et d'au plus cinq membres, et nommé Conseil d'administration des (*ajouter la ou les catégories*) en français et Board of Directors of (*ajouter la ou les catégories*) en anglais.

(2) Le mandat des membres d'un conseil d'administration est d'une durée de deux ans et il est renouvelable.

Définitions

Bureau des administrateurs

Durée du mandat

Vacances

Dirigeants

Conseils d'administration

Durée du mandat

Vacancies

(3) Every vacancy on a board of directors caused by the death, resignation or incapacity of a member shall be filled by the appointment of a person to hold office for the remainder of the term of such member.

(3) La vacance qui résulte du décès, de la démission ou de l'empêchement d'un membre d'un conseil d'administration est comblée par la nomination d'une personne qui occupe ce poste pendant le reste du mandat de son prédécesseur.

Vacances

Officers

(4) The Lieutenant Governor in Council may designate one of the members to be chair, one to be vice-chair and one to be secretary-treasurer of a board of directors. R.S.O. 1990, c. D.18, s. 3.

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut choisir parmi les membres d'un conseil d'administration un président, un vice-président et un secrétaire-trésorier. L.R.O. 1990, chap. D.18, art. 3.

Dirigeants

Regulations

4. The Lieutenant Governor in Council may make regulations classifying persons admitted to practise under this Act and for prescribing the systems of treatment that may be followed by drugless practitioners of different classes. R.S.O. 1990, c. D.18, s. 4.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour classer en catégories les personnes admises à exercer leur profession en vertu de la présente loi et pour prescrire les systèmes de traitement que peuvent utiliser les différentes catégories de praticiens ne prescrivant pas de médicaments. L.R.O. 1990, chap. D.18, art. 4.

Règlements

Board of Regents of Regents replaced

5. (1) When a board of directors has been appointed, the Board of Regents shall cease to act with respect to the classification or classifications of drugless practitioners for which the board of directors is appointed, and the provisions of this Act with respect to the Board of Regents apply with necessary modifications to the board of directors so appointed.

5. (1) Lorsqu'un conseil d'administration est constitué, le bureau des administrateurs cesse d'exercer ses fonctions relativement à la catégorie ou aux catégories de praticiens ne prescrivant pas de médicaments pour laquelle ou lesquelles le conseil d'administration est constitué. Les dispositions de la présente loi relativement au bureau des administrateurs s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au conseil d'administration ainsi constitué.

Remplacement du bureau des administrateurs

Powers of boards of directors

(2) A board of directors may exercise with respect to the classification or classifications of drugless practitioners for which it is appointed all the powers that the Board of Regents would have, if the board of directors had not been appointed. R.S.O. 1990, c. D.18, s. 5.

(2) Un conseil d'administration peut, à l'égard de la ou des catégories de praticiens ne prescrivant pas de médicaments pour laquelle ou lesquelles il est constitué, exercer tous les pouvoirs qu'aurait le bureau des administrateurs si ce conseil d'administration n'avait pas été constitué. L.R.O. 1990, chap. D.18, art. 5.

Pouvoirs des conseils d'administration

Regulations

6. The Board, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, may make regulations,

6. Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le bureau peut, par règlement :

Règlements

- (a) for the examination and admission of drugless practitioners to practise in Ontario and for the registration of persons so admitted and prescribing the fees to be paid on examination and registration;
- (b) prescribing the qualifications of persons so to be admitted and the proofs to be furnished as to education, good character and experience;
- (c) for maintaining a register of persons admitted to practise and providing for the annual renewal of registration and prescribing the fee therefor;
- (d) prescribing the discipline and control of registered drugless practitioners, including the prohibition or control of advertising by or on behalf of such persons;

- a) prévoir l'examen et l'admission à l'exercice de leur profession en Ontario des praticiens ne prescrivant pas de médicaments, prévoir l'inscription des personnes ainsi admises, et prescrire les droits d'examen et d'inscription;
- b) prescrire les qualités requises pour être admis et les preuves à fournir quant à l'instruction, à l'expérience et aux bonnes mœurs;
- c) tenir un registre des personnes admises à exercer leur profession, prévoir le renouvellement annuel de l'inscription et prescrire les droits à acquitter;
- d) prévoir des mesures disciplinaires et des moyens de surveillance pour les praticiens ne prescrivant pas de médicaments, inscrits aux termes de la présente loi, et notamment, interdire ou

- (e) for classifying persons admitted to practise under this Act and for prescribing the systems of treatment that may be followed by drugless practitioners of different classes;
- (f) for designating the manner in which a person registered under this Act may describe his or her qualification or occupation and prohibiting the use of a title, affix or prefix that in the opinion of the Board is calculated to mislead the public as to the qualification of any such person and for allowing the use of any affix or prefix not forbidden by Part III of the *Health Disciplines Act* that in the opinion of the Board will correctly describe the qualification or occupation of such person;
- (g) for the investigation of any complaint that a registered drugless practitioner has been guilty of misconduct or displayed such ignorance or incompetence as to render it desirable in the public interest that his or her registration should be cancelled or suspended;
- (h) for the cancellation or suspension of the registration of any person found by the Board to be guilty of misconduct or to have been ignorant or incompetent;
- (i) providing for the employment by the Board of such persons and services as may be required and for the payment of such persons and for such services;
- (j) providing for the payment of a daily allowance and an allowance for travelling and living expenses to members of the Board while engaged on business of the Board;
- (k) providing for the investment of the surplus revenue of the Board;
- (l) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act. R.S.O. 1990, c. D.18, s. 6.

Act does not authorize practice of medicine

7. Nothing in this Act or the regulations authorizes a person, not being so expressly authorized under a general or special Act of the Legislature, to prescribe or administer drugs for use internally or externally or to use

contrôler la publicité faite par ces personnes ou pour leur compte;

- e) prévoir le classement en catégories des personnes admises à exercer leur profession en vertu de la présente loi et prescrire les systèmes de traitement que peuvent utiliser les différentes catégories de praticiens ne prescrivant pas de médicaments;
- f) désigner la manière suivant laquelle la personne inscrite aux termes de la présente loi peut décrire ses qualités ou sa profession, et interdire l'utilisation d'un titre, d'un affixe ou d'un préfixe qui, de l'avis du bureau, est conçu de façon à tromper le public sur la qualité de cette personne, et permettre l'utilisation de tout affixe ou préfixe non interdit par la partie III de la *Loi sur les sciences de la santé* et qui, de l'avis du bureau, décrit correctement les qualités ou la profession de cette personne;
- g) prévoir la tenue d'une enquête sur toute plainte selon laquelle un praticien ne prescrivant pas de médicaments, inscrits aux termes de la présente loi, se serait rendu coupable de mauvaise conduite ou aurait fait preuve d'ignorance ou d'incompétence au point de rendre souhaitable dans l'intérêt public l'annulation ou la suspension de son inscription;
- h) prévoir l'annulation ou la suspension de l'inscription d'une personne que le bureau a trouvée coupable de mauvaise conduite, ou a trouvée ignorante ou incompétente;
- i) prévoir l'emploi des personnes nécessaires et le louage des services nécessaires, par le bureau, ainsi que la rémunération de ces personnes et le paiement de ces services;
- j) prévoir le paiement aux membres du bureau, lorsqu'ils exercent une fonction officielle, d'une indemnité journalière et de frais de déplacement et de subsistance;
- k) prévoir le placement de l'excédent des recettes du bureau;
- l) traiter de toute question utile ou nécessaire pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi. L.R.O. 1990, chap. D.18, art. 6.

7. À moins d'autorisation expresse en vertu d'une loi générale ou spéciale de la Législature, la présente loi et les règlements n'autorisent pas une personne à prescrire ou à administrer des médicaments pour usage interne ou

Exercice de la médecine non autorisé

or direct or prescribe the use of anaesthetics for any purpose whatsoever or to practise surgery or midwifery. R.S.O. 1990, c. D.18, s. 7.

Penalty for
unauthorized
practice

8. Every person who is not registered as a drugless practitioner under this Act or whose registration has been cancelled or is under suspension, who practises or holds himself, herself or itself out as practising as a drugless practitioner within the meaning of this Act, or advertises or uses or affixes any prefix to his, her or its name signifying that he, she or it is qualified to practise as a drugless practitioner within the meaning of this Act is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$25,000 and on conviction for a subsequent offence within a period of two years after the first conviction shall be imprisoned for a term of not more than three months. R.S.O. 1990, c. D.18, s. 8.

Proof of
registration

9. (1) In all cases where proof of registration under this Act is required, the production of a printed or other copy of the register, certified under the hand of the secretary-treasurer of the Board, is sufficient evidence of all persons who are registered practitioners in lieu of the production of the original register, and any certificate upon such printed or other copy of the register purporting to be signed by a person in the capacity of secretary-treasurer of the Board under this Act is proof, in the absence of evidence to the contrary, that such person is the secretary-treasurer without any proof of his or her signature or of his or her being in fact the secretary-treasurer.

Evidence
of non-
registration

(2) The absence of the name of a person from such copy is proof, in the absence of evidence to the contrary, that such person is not registered under this Act.

Omission
of name
from copy

(3) In the case of a person whose name does not appear in such copy, a certified copy under the hand of the secretary-treasurer of the entry of the name of such person on the register is evidence that such person is registered under this Act. R.S.O. 1990, c. D.18, s. 9.

Saving

10. Nothing in this Act applies to or affects,

- (a) the practice of any profession or calling by any person practising it under any general or special Act of the Legislature;
- (b) any nurse acting in the absence of, or under the prescription or direction of, a legally qualified medical practitioner;

externe, à utiliser des anesthésiques à quelque fin que ce soit ou à en ordonner ou en prescrire l'utilisation ou à exercer la chirurgie ou l'obstétrique. L.R.O. 1990, chap. D.18, art. 7.

Sanction

8. Quiconque, s'il n'est pas inscrit à titre de praticien ne prescrivant pas de médicaments aux termes de la présente loi ou si son inscription a été annulée ou est suspendue, exerce à titre de praticien ne prescrivant pas de médicaments au sens de la présente loi ou se présente comme tel, ou s'annonce en utilisant ou en ajoutant un préfixe à son nom signifiant qu'il a la qualité pour exercer à ce titre, est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ et, sur déclaration de culpabilité à l'égard d'une infraction subséquente dans les deux ans après la première infraction, est condamné à une peine d'emprisonnement d'au plus trois mois. L.R.O. 1990, chap. D.18, art. 8.

Preuve de
l'inscription

9. (1) Dans tous les cas où la preuve de l'inscription prévue à la présente loi doit être faite, la production, à la place de l'original, d'un imprimé ou d'une autre copie du registre certifié conforme par le secrétaire-trésorier du bureau est une preuve suffisante de l'inscription des personnes à titre de praticiens ne prescrivant pas de médicaments, et l'attestation sur l'imprimé ou l'autre copie du registre présentée comme étant signée par une personne en sa qualité de secrétaire-trésorier du bureau en vertu de la présente loi constitue une preuve, en l'absence de preuve contraire, que cette personne est le secrétaire-trésorier, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité de sa signature ou sa qualité de secrétaire-trésorier.

Preuve
de la non-
inscription

(2) L'absence du nom d'une personne sur une telle copie constitue une preuve, en l'absence de preuve contraire, que cette personne n'est pas inscrite aux termes de la présente loi.

Nom ne
figurant pas
sur la copie

(3) Si le nom d'une personne ne figure pas sur la copie, une copie, certifiée conforme par le secrétaire-trésorier, de l'inscription du nom de cette personne dans le registre constitue une preuve de l'inscription de cette personne aux termes de la présente loi. L.R.O. 1990, chap. D.18, art. 9.

Non-
application
de la loi

10. La présente loi n'a pas d'incidence sur :

- a) l'exercice d'une profession ou d'un métier aux termes d'une loi générale ou spéciale de la Législature;
- b) le travail de l'infirmière agissant en l'absence d'un médecin dûment qualifié ou sous les ordres ou la direction d'un médecin dûment qualifié;

- (c) the furnishing of first aid or temporary assistance in cases of emergency;
- (d) persons treating human ailments by prayer or spiritual means as an enjoyment or exercise of religious freedom. R.S.O. 1990, c. D.18, s. 10.

Compliance
with other
statutes not
affected

11. Nothing in this Act or the regulations shall be taken or deemed to relieve any person from complying with the *Health Protection and Promotion Act* or the *Vital Statistics Act* or from any legal duty to provide for the treatment of any person by a legally qualified medical practitioner. R.S.O. 1990, c. D.18, s. 11.

- c) le fait de donner des premiers soins ou d'accorder une aide temporaire en cas d'urgence;
- d) les personnes traitant les maladies par la prière ou d'autres moyens spirituels dans l'exercice de la liberté de religion. L.R.O. 1990, chap. D.18, art. 10.

Observation
des autres
lois

11. La présente loi et les règlements ne sont pas réputés relever une personne de l'obligation de se conformer à la *Loi sur la protection et la promotion de la santé* et à la *Loi sur les statistiques de l'état civil* ou d'une obligation légale d'assurer le traitement d'une personne par un médecin dûment qualifié. L.R.O. 1990, chap. D.18, art. 11.

The following information is provided for your reference:

1. The first section of the document discusses the importance of maintaining accurate records.

2. The second section outlines the procedures for handling confidential information.

3. The third section details the requirements for data security and access control.

4. The fourth section describes the process for conducting regular audits and reviews.

5. The fifth section provides information on the roles and responsibilities of the staff involved.

6. The sixth section discusses the importance of ongoing training and development.

7. The seventh section outlines the process for managing risks and potential threats.

8. The eighth section provides information on the reporting and documentation requirements.

9. The ninth section discusses the importance of maintaining a clear and concise communication system.

10. The tenth section outlines the process for handling complaints and feedback.

11. The eleventh section provides information on the importance of maintaining a safe and secure environment.

12. The twelfth section discusses the importance of maintaining accurate financial records.

13. The thirteenth section outlines the process for managing human resources and staff.

14. The fourteenth section provides information on the importance of maintaining a clear and concise communication system.

15. The fifteenth section discusses the importance of maintaining accurate records.

16. The sixteenth section outlines the procedures for handling confidential information.

17. The seventeenth section details the requirements for data security and access control.

18. The eighteenth section describes the process for conducting regular audits and reviews.

19. The nineteenth section provides information on the roles and responsibilities of the staff involved.

20. The twentieth section discusses the importance of ongoing training and development.

21. The twenty-first section outlines the process for managing risks and potential threats.

22. The twenty-second section provides information on the reporting and documentation requirements.

23. The twenty-third section discusses the importance of maintaining a clear and concise communication system.

24. The twenty-fourth section outlines the process for handling complaints and feedback.

25. The twenty-fifth section provides information on the importance of maintaining a safe and secure environment.

26. The twenty-sixth section discusses the importance of maintaining accurate financial records.

27. The twenty-seventh section outlines the process for managing human resources and staff.

28. The twenty-eighth section provides information on the importance of maintaining a clear and concise communication system.

29. The twenty-ninth section discusses the importance of maintaining accurate records.

30. The thirtieth section outlines the procedures for handling confidential information.

31. The thirty-first section details the requirements for data security and access control.

32. The thirty-second section describes the process for conducting regular audits and reviews.

33. The thirty-third section provides information on the roles and responsibilities of the staff involved.

34. The thirty-fourth section discusses the importance of ongoing training and development.

35. The thirty-fifth section outlines the process for managing risks and potential threats.

36. The thirty-sixth section provides information on the reporting and documentation requirements.

37. The thirty-seventh section discusses the importance of maintaining a clear and concise communication system.

38. The thirty-eighth section outlines the process for handling complaints and feedback.

39. The thirty-ninth section provides information on the importance of maintaining a safe and secure environment.

40. The fortieth section discusses the importance of maintaining accurate financial records.

41. The forty-first section outlines the process for managing human resources and staff.

42. The forty-second section provides information on the importance of maintaining a clear and concise communication system.

43. The forty-third section discusses the importance of maintaining accurate records.

44. The forty-fourth section outlines the procedures for handling confidential information.

45. The forty-fifth section details the requirements for data security and access control.

46. The forty-sixth section describes the process for conducting regular audits and reviews.

47. The forty-seventh section provides information on the roles and responsibilities of the staff involved.

48. The forty-eighth section discusses the importance of ongoing training and development.

49. The forty-ninth section outlines the process for managing risks and potential threats.

50. The fiftieth section provides information on the reporting and documentation requirements.

51. The fifty-first section discusses the importance of maintaining a clear and concise communication system.

52. The fifty-second section outlines the process for handling complaints and feedback.

53. The fifty-third section provides information on the importance of maintaining a safe and secure environment.

54. The fifty-fourth section discusses the importance of maintaining accurate financial records.

55. The fifty-fifth section outlines the process for managing human resources and staff.

56. The fifty-sixth section provides information on the importance of maintaining a clear and concise communication system.

57. The fifty-seventh section discusses the importance of maintaining accurate records.

58. The fifty-eighth section outlines the procedures for handling confidential information.

59. The fifty-ninth section details the requirements for data security and access control.

60. The sixtieth section describes the process for conducting regular audits and reviews.

61. The sixty-first section provides information on the roles and responsibilities of the staff involved.

62. The sixty-second section discusses the importance of ongoing training and development.

63. The sixty-third section outlines the process for managing risks and potential threats.

64. The sixty-fourth section provides information on the reporting and documentation requirements.

65. The sixty-fifth section discusses the importance of maintaining a clear and concise communication system.

66. The sixty-sixth section outlines the process for handling complaints and feedback.

67. The sixty-seventh section provides information on the importance of maintaining a safe and secure environment.

68. The sixty-eighth section discusses the importance of maintaining accurate financial records.

69. The sixty-ninth section outlines the process for managing human resources and staff.

70. The seventieth section provides information on the importance of maintaining a clear and concise communication system.

71. The seventy-first section discusses the importance of maintaining accurate records.

72. The seventy-second section outlines the procedures for handling confidential information.

73. The seventy-third section details the requirements for data security and access control.

74. The seventy-fourth section describes the process for conducting regular audits and reviews.

75. The seventy-fifth section provides information on the roles and responsibilities of the staff involved.

76. The seventy-sixth section discusses the importance of ongoing training and development.

77. The seventy-seventh section outlines the process for managing risks and potential threats.

78. The seventy-eighth section provides information on the reporting and documentation requirements.

79. The seventy-ninth section discusses the importance of maintaining a clear and concise communication system.

80. The eightieth section outlines the process for handling complaints and feedback.

81. The eighty-first section provides information on the importance of maintaining a safe and secure environment.

82. The eighty-second section discusses the importance of maintaining accurate financial records.

83. The eighty-third section outlines the process for managing human resources and staff.

84. The eighty-fourth section provides information on the importance of maintaining a clear and concise communication system.

85. The eighty-fifth section discusses the importance of maintaining accurate records.

86. The eighty-sixth section outlines the procedures for handling confidential information.

87. The eighty-seventh section details the requirements for data security and access control.

88. The eighty-eighth section describes the process for conducting regular audits and reviews.

89. The eighty-ninth section provides information on the roles and responsibilities of the staff involved.

90. The ninetieth section discusses the importance of ongoing training and development.

91. The ninety-first section outlines the process for managing risks and potential threats.

92. The ninety-second section provides information on the reporting and documentation requirements.

93. The ninety-third section discusses the importance of maintaining a clear and concise communication system.

94. The ninety-fourth section outlines the process for handling complaints and feedback.

95. The ninety-fifth section provides information on the importance of maintaining a safe and secure environment.

96. The ninety-sixth section discusses the importance of maintaining accurate financial records.

97. The ninety-seventh section outlines the process for managing human resources and staff.

98. The ninety-eighth section provides information on the importance of maintaining a clear and concise communication system.

99. The ninety-ninth section discusses the importance of maintaining accurate records.

100. The one hundredth section outlines the procedures for handling confidential information.

Drugless Practitioners Act

Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments

REGULATION 278

Amended to O. Reg. 549/99

GENERAL

DEFINITIONS

1. In this Regulation,

"Board" means The Board of Directors of Drugless Therapy;

"drugless therapist" means any person who practises or advertises or holds himself out in any way as practising the treatment by diagnosis, including all diagnostic methods, direction, advice, written or otherwise, of any ailment, disease, defect or disability of the human body by methods taught in colleges of drugless therapy or naturopathy and approved by the Board;

"registration year" means the 12-month period that begins on March 1 of each year or, in the case of a leap year, on February 29 and ends on the following February 28. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 1; O. Reg. 549/99, s. 1.

REGISTRATION

2. Any person being eighteen years of age may apply to the Board for registration as a drugless therapist. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 2.

CLASSIFICATIONS

3. Drugless therapist is a classification. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 3.

SCHOOLS AND COLLEGES

4. No school or college teaching drugless therapy shall be approved by the Board, unless its course of instruction is at least four years of nine months in each year and it teaches a minimum course of at least 4,200 fifty-minute hours or its equivalent in the subjects of,

Anatomy (including all branches, gross Anatomy, Dissection, etc.)
Physiology
Chemistry
Medical Jurisprudence
Pathology
Psychology
Eye, Ear, Nose and Throat
Histology
Dietetics
Diagnosis
First Aid and Minor Surgery
Psychiatry
Gynecology
Bacteriology
Hygiene and Sanitation
Symptomatology
Obstetrics
Principles of Practice, Technique and Treatment.

R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 4.

FEES

5. (1) Each person who applies for registration as a drugless therapist shall pay, with his or her application for registration, a registration fee of,

- (a) in the case of an applicant who applies for registration as an inactive drugless therapist, \$125; and
- (b) in the case of an applicant other than the applicant referred to in clause (a), \$600.

(2) If a person applies for registration after the beginning of the registration year, the person shall pay a prorated portion of the fee required under subsection (1) that is based on the proportion that the number of remaining months in the registration year is to the total number of months in the registration year.

(3) For the purposes of subsection (2), if a person applies for registration after the first day of a month, the month in which the person applied shall be counted as a full month when determining the number of months remaining in the registration year.

(4) Every registrant shall pay a fee for the annual renewal of his or her registration on or before February 28.

(5) Subject to subsection (6), the fee for the annual renewal of registration as a drugless therapist is,

- (a) if the fee is paid on or before February 28 of the previous registration year, \$600; or
- (b) if the fee is paid after February 28 of the previous registration year, \$700.

(6) The fee for the annual renewal of registration as an inactive drugless therapist is,

- (a) \$125, if the fee is paid on or before February 28 of the previous registration year; or
- (b) \$225, if the fee is paid after February 28 of the previous registration year. O. Reg. 549/99, s. 2.

TRAINERS

6. This Regulation does not apply to or affect trainers for athletic or sporting clubs or associations so long as they confine their services to members of such clubs or associations during their training or playing season. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 6.

REGISTRATION

7. (1) Every drugless practitioner shall register with the Board. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 7 (1).

(2) Applications for registration shall be in writing on a form approved by the Board, verified by affidavit and accompanied by the prescribed fee and shall set forth,

- (a) classification under which registration is desired;
- (b) preliminary education of the applicant prior to admission to college of graduation;
- (c) name and post office address of the college of graduation;
- (d) actual time of attendance at lectures in the college of graduation, subjects taught and the number of lecture hours devoted to each subject;

(e) references to character, professional status and efficiency in practice; and

(f) any other information required by the Board. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 7 (2); O. Reg. 549/99, s. 3 (1).

(3) A registration shall expire at the end of every registration year and the Board shall renew the registration on the first day of the following registration year. O. Reg. 549/99, s. 3 (2).

8. (1) An applicant for registration as a drugless therapist who applies in accordance with subsection 7 (2) and who pays the required fee under clause 5 (1) (b) shall be registered as an active registrant.

(2) An applicant for registration as a drugless therapist who does not engage in the practice of drugless therapy and who applies in accordance with subsection 7 (2) and pays the fee required under clause 5 (1) (a) may, upon request, be registered as an inactive registrant.

(3) A person who is registered as an inactive registrant shall not engage in the practice of drugless therapy in Ontario. O. Reg. 549/99, s. 4.

9. (1) If a registrant fails to pay his or her annual renewal on or before February 28, the Board may suspend his or her registration by giving the registrant at least 60 days written notice of the suspension.

(2) Where a drugless therapist's registration is suspended under subsection (1) and the therapist applies for registration two years or less after the date of the suspension, the Board shall lift the suspension and register the therapist if he or she pays the annual renewal fee of \$700 in accordance with clause 5 (5) (b).

(3) Where a drugless therapist's registration is suspended under subsection (1) and the therapist applies for registration more than two years after the date of the suspension, the Board shall lift the suspension and register the therapist if he or she,

(a) submits an application for registration to the Board on a form approved by the Board;

(b) successfully completes such evaluations as may be set or approved by the Board;

(c) successfully completes such continuing education courses as may be required by the Board; and

(d) pays the annual renewal fee of \$700 in accordance with clause 5 (5) (b).

(4) A drugless therapist who has been registered as an inactive registrant for two years or less may resume active practice if he or she applies for and is registered as an active registrant and pays the renewal fee of \$600 under clause 5 (5) (a).

(5) A drugless therapist who is registered as an inactive registrant for more than two years may resume active practice if he or she,

(a) submits an application for renewal of registration as an active registrant to the Board on a form approved by the Board;

(b) successfully completes such evaluations as may be set or approved by the Board;

(c) successfully completes such continuing education courses as may be required by the Board; and

(d) pays the annual renewal fee of \$600 in accordance with clause 5 (5) (a). O. Reg. 549/99, s. 5.

10. REVOKED: O. Reg. 549/99, s. 6.

11. Any person who commences a course of instruction for the purpose of qualifying to practise as a drugless practitioner shall, within thirty days from the commencement of such a course, register in the office of the secretary of the Board stating what course he or she is taking but the Board may extend the time for registration. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 11.

12. The Board may make reciprocal arrangements with other bodies, councils or boards governing drugless practitioners in jurisdictions outside Ontario, under which the qualifications to practise in such jurisdiction may be recognized as qualifications to practise in Ontario, and qualifications to practise in Ontario may be recognized as qualifications to practise in such jurisdiction. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 12.

13. (1) The Board may, in its absolute discretion and in such circumstances and on such conditions as it considers advisable, remit all or part of the registration and renewal fees of any registrant who has lost his or her eyesight.

(2) The Board may, in its absolute discretion, remit all or part of the renewal fees of any registrant who, by reason of physical disability, illness or absence from Ontario, discontinues practise in Ontario for a period of not less than one year. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 13.

EXAMINATIONS

14. There shall be one regular examination, and when necessary one supplemental examination in each year, on dates to be fixed by the Board. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 14.

15. (1) An applicant who fails on more than three subjects is not eligible for re-examination until the following year.

(2) An applicant for supplemental examinations shall be allowed to write on only three subjects on such supplemental examinations, except by permission of the Board. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 15.

16. (1) No candidate is eligible to try any examination until his or her candidature has been approved by the Board.

(2) The approval may be given upon proof of the candidate having taken the proper course at any of the schools or colleges approved by the Board, or upon proof of such other course or courses of instruction, both in professional subjects and in academic or secondary subjects, as in each case is satisfactory to the Board. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 16.

17. There shall be paid with each application for examination and with each application for supplemental examination a fee of \$25 for each examination or supplemental examination paper but the total examination fee for any regular or supplemental examination shall not exceed \$100. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 17.

SUBJECTS

18. The subjects of examination shall be,

(a) foundational subjects: anatomy, histology, physiology, bacteriology, chemistry, hygiene and sanitation, diagnosis, symptomatology, pathology, gynecology; and

- (b) subjects special to principles of practice, technique and treatment for drugless therapy. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 18.

19. The examinations shall consist of written, oral and clinical examination in each subject. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 19.

20. There shall be two examination periods in each day from 9 a.m. to 11.30 a.m., and from 1.30 p.m. to 4 p.m., but the presiding examiner may extend any such period for a further half hour. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 20.

21. (1) The Board shall arrange a period of three consecutive days in each year for the regular examinations, which three-day period may be extended at the discretion of the presiding examiner.

(2) The Board shall further arrange a similar period for supplemental examinations when necessary. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 21.

22. (1) Applicants for supplemental examinations shall be those who have failed in not more than three subjects and such other applicants as are approved by the Board on the grounds of special necessity.

(2) Unless by special leave of the Board, no applicant shall take a supplemental examination in any subject that he or she has not tried at the regular examinations. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 22.

23. (1) Oral and clinical examinations may be arranged by the presiding examiner during and following the time period of the written examinations.

(2) The session for each individual for the oral and clinical examination shall not exceed thirty minutes and, if taken during a written examination, the time shall be so extended that the candidate has at least 2 ½ hours for each written examination. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 23.

EXAMINERS

24. (1) The Board shall, at the regular March meeting, appoint one of its members as presiding examiner for all examinations, and sufficient examiners, depending on the number of candidates for examination, to complete the examinations in a reasonable time, having due regard to expense, examination fees and the convenience of candidates and examiners, and may at any time for similar reasons vary the number of examiners.

(2) Each examiner shall be notified of his or her appointment and shall forthwith notify the secretary-treasurer of his or her acceptance, whereupon the appointment is confirmed and the examiner shall then receive a copy of the regulations affecting examinations, payment, rules for examinations and the time set for examinations and, in default of immediate acceptance, another examiner shall be appointed.

(3) There shall be at least one examiner in each subject or group of subjects and he or she shall conduct the examinations, set and read the written papers and allot marks thereon, and conduct the oral and clinical examinations with assistance therein if necessary and shall provide the clinical and other material necessary for the oral and clinical examinations. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 24.

25. (1) The presiding examiner of candidates for registration as drugless practitioners shall be paid on the same basis as he or she is paid for attendance at regular meetings of the Board.

(2) Each examiner shall receive \$10 for each written examination paper set and 75 cents for each paper he or she reads and marks, and shall receive \$12.50 for each half-day of three hours or part thereof for

conducting oral and clinical examinations and, in addition, shall be reimbursed for transportation and expenses. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 25.

26. (1) At the close of the examinations, whether regular or supplemental, the examiners shall meet and discuss results, finally adjust marks granted and make due recommendations to the Board regarding the candidates at the examinations and changes recommended regarding examinations.

(2) The presiding examiner shall act as secretary of such meeting and submit the official report to the Board. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 26.

27. Each examination paper for each examination period shall comprise one subject and shall consist of one question which the candidate is required to answer and five other questions of which the candidate shall answer any four and the total marks for each examination paper is 100. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 27.

STANDARD TO BE OBTAINED

28. (1) A standard of 100 marks for the written answers, and 100 marks for orals and clinicals, shall be adopted by each examiner.

(2) Written examination results and oral and clinical examination results in each subject or group of subjects may be grouped together by each examiner.

(3) At least 50 per cent on each individual subject or group of subjects and 60 per cent on the total of all examination returns is required for pass standing.

(4) 75 per cent on all subjects constitutes honour standing. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 28.

29. The secretary-treasurer of the Board shall arrange for a suitable examination hall, furniture and equipment, pencils, stationery, blotters, examination books or paper and all other material or equipment necessary for the due carrying out of the examinations, and the cost thereof and of any other material or thing necessary or incidental to the said examinations shall be paid from the office of the secretary-treasurer on presentation of vouchers, and the payments shall be confirmed at the next regular meeting of the Board. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 29.

DISCIPLINE

30. (1) The certificate of registration of any drugless practitioner may, after due enquiry by the Board, be either suspended or cancelled for incompetence, misconduct or breach of this Regulation.

(2) Any drugless practitioner against whom an allegation of misconduct, incompetence, or breach of this Regulation is made, shall be notified by registered mail, addressed to the practitioner at the address under which the practitioner is registered, giving notice to the practitioner of the time and place at which the Board will convene for the purpose of determining whether or not he or she has been guilty of the alleged misconduct, incompetence or breach of this Regulation. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 30.

31. No drugless practitioner registered under the Act shall display any sign, bill, poster or placard holding himself or herself out or advertising as a drugless therapist, unless the certificate of registration issued by the Board specifies that such person is registered as a drugless therapist. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 31.

32. No registrant shall use the words "drugless practitioner" as an occupational designation but may describe himself or herself only in the terms of the classification in which he or she is registered. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 32.

33. No drugless practitioner shall publish or cause to be published in any newspaper, telephone directory, periodical, circular or in any other printed matter, any notice or advertisement containing anything other than his or her name, address, telephone number, office hours, professional titles and type of services rendered, without first submitting the proposed notice or advertisement to the Board, which may grant or refuse permission to publish such notice or advertisement. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 33.

34. A registrant using or causing to be used advertising matter that contains misstatements, falsehoods, misrepresentations, distorted or fabulous statements as to cures by any method of treatment used by the registrant or as to the registrant's training, qualifications or attainments, shall be deemed to be guilty of misconduct within the meaning of this Regulation. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 34.

INVESTIGATION OF COMPLAINTS

35. (1) The Board may appoint an inspector for the purpose of investigating complaints registered against registrants under the Act or other persons not so registered.

(2) All complaints relating to registrants or unregistered persons shall be filed with the secretary-treasurer who shall make such further investigations as he or she deems necessary and report to the Board.

(3) The inspector shall be remunerated for his or her time and expenses as the Board may determine. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 35.

CHEQUES

36. All cheques of the Board shall be signed by the chair or vice-chair and secretary-treasurer. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 36.

SALARIES

37. Each member of the Board shall be paid a daily allowance of \$150 together with the member's necessary travelling and living expenses while actually engaged on the business of the Board. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 37.

AUDITORS

38. The accounts of the Board shall be audited by a chartered accountant annually. R.R.O. 1990, Reg. 278, s. 38.

Drugless Practitioners Act

Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments

REGULATION 280

No Amendments

OSTEOPATHS

DEFINITIONS

1. In this Regulation,

"Board" means Board of Directors of Osteopathy;

"secretary-treasurer" means secretary-treasurer of the Board. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 1.

REGISTRATION

2. The secretary-treasurer shall maintain a register of persons admitted to practise as osteopaths. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 2.

3. The secretary-treasurer shall register as an osteopath any person who,

- (a) is of good moral character;
- (b) is at least eighteen years of age;
- (c) has passed the examinations prescribed by section 12; and
- (d) has paid the registration fee prescribed by clause 7 (a). R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 3.

4. The secretary-treasurer shall register any person who,

- (a) is registered as an osteopath in a jurisdiction outside Ontario under regulations similar to this Regulation; and
- (b) pays the registration fee prescribed by clause 7 (a). R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 4.

5. (1) The registration of an osteopath expires with the first Monday in February in each year.

(2) The secretary-treasurer shall renew the registration for one year where the osteopath pays the renewal fee prescribed by clause 7 (b). R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 5.

6. (1) Where a registered osteopath fails to pay the renewal fee on or before the expiry date, the secretary-treasurer shall notify the osteopath by registered mail addressed to his or her last known address appearing on the register that his or her registration has expired.

(2) Where an osteopath whose registration has expired pays the fee prescribed by clause 7 (c), the secretary-treasurer shall register the osteopath. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 6.

FEEs

7. The fees to be paid by an osteopath are,

- (a) on registration, \$75;
- (b) on renewal of registration, \$50; and
- (c) where his or her registration has expired, for each year or part of a year that has passed since the date of expiry of registration, \$25. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 7.

DISCIPLINE

8. (1) The Board may, after a hearing, suspend or cancel the registration of any person found to be guilty of misconduct or to have been ignorant or incompetent.

(2) Before holding a hearing, the Board shall send by registered mail to the osteopath at his or her last known address appearing on the register a notice,

- (a) giving the details of the alleged misconduct, ignorance or incompetence and the nature of the evidence in support thereof; and
- (b) appointing the date, time and place for the hearing.

(3) The Board shall allow at least ten clear days between the date of sending the notice and the date for the hearing.

(4) If the osteopath fails to attend the hearing on the date and at the time and place appointed, the hearing may proceed and a decision may be made in his or her absence.

(5) At the hearing, the osteopath is entitled to hear the evidence against him or her, to cross-examine thereon, to call witnesses in his or her behalf and to present his or her argument.

(6) The osteopath may be represented at the hearing by counsel or by an agent.

(7) Where the Board decides to suspend the registration, the period of suspension shall not be longer than thirty days. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 8.

9. (1) The Board may appoint an inspector for the investigation of complaints made against an osteopath.

(2) A member of the Board is not eligible for appointment as an inspector.

(3) The inspector shall investigate a complaint made in writing that an osteopath has been guilty of misconduct or displayed such ignorance or incompetence as to render it desirable in the public interest that his or her registration be cancelled or suspended.

(4) The inspector shall report to the Board on every investigation made by the inspector. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 9.

DESIGNATIONS

10. No person other than an osteopath registered under the Act shall advertise or use any title or add any affix to the person's name signifying that the person is qualified to practise as an osteopath. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 10.

ALLOWANCE FOR BOARD

11. (1) Members of the Board shall be paid,

- (a) a daily allowance; and
- (b) an allowance for travelling and living expenses,

in the amounts prescribed by subsection (2) while engaged on the business of the Board.

(2) The allowance is,

- (a) \$78 a day; and
- (b) the actual amount spent in travelling and living expenses.

(3) The amount of the allowance paid under clause (2) (a) to each member shall not exceed \$750 in any one year.

(4) In addition to the allowance paid under subsection (3), the secretary-treasurer shall be paid an annual allowance of \$600. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 11.

EXAMINATIONS

12. (1) The Board shall prescribe written, oral and practical examinations for the admission of osteopaths to practise in Ontario, upon the subjects prescribed by subsection (2).

(2) The subjects for examination are,

- (a) anatomy and applied anatomy, including histology and embryology;
- (b) physiology, including physiological chemistry;
- (c) pathology and bacteriology, including parasitology, immunology, public health and preventive medicine;
- (d) surgery, including surgical specialties;
- (e) obstetrics, gynaecology and paediatrics;
- (f) neurology, psychology and psychiatry; and
- (g) osteopathic medicine, including principles, therapeutics, pharmacology, materia medica and jurisprudence. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 12.

13. (1) The Board shall conduct or cause to be conducted examinations at least once a year.

(2) When necessary, the Board shall conduct or cause to be conducted supplemental examinations within four months after the examinations under subsection (1). R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 13.

14. (1) A person may apply to the secretary-treasurer as a candidate for the examination if the person,

- (a) is of good moral character;
- (b) is the holder of an Ontario Secondary School Graduation Diploma or an equivalent certificate as determined by the Minister of Health;
- (c) has successfully completed at least two years of preliminary study at a college or university in a course that includes physics, organic and inorganic chemistry, biology and English; and
- (d) has graduated from a school or college of osteopathy referred to in section 18.

(2) Application for examination shall be made in Form 1 to the secretary-treasurer.

(3) The applicant shall submit with the application,

- (a) evidence of preliminary education prior to admission to a college of osteopathy;
- (b) references as to character, professional status and previous experience in the practice of osteopathy;
- (c) a certificate in Form 2 from the head of the teaching staff of a school or college referred to in section 18; and
- (d) the examination fee prescribed by section 17.

(4) The Board shall review the application and, if it complies with this Regulation, the Board shall cause the secretary-treasurer to notify

the candidate of the time and place fixed for the examination. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 14.

15. (1) A person may take the examinations if the person has,

- (a) been notified under subsection 14 (4); and
 - (b) paid the fee prescribed by section 17.
- (2) A person who has,
- (a) taken the examinations;
 - (b) failed in three subjects or fewer; and
 - (c) paid the fee prescribed by section 17,

may try at a supplemental examination the subjects in which he or she has failed. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 15.

16. A person who is taking an examination or supplemental examination shall be allowed,

- (a) 2½ hours for each subject written; and
- (b) thirty minutes for the oral examination in each subject. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 16.

FEES ON EXAMINATION

17. A candidate for examination or supplemental examination shall pay on examination a fee,

- (a) not exceeding \$50 in amount; and
- (b) calculated on the basis of,
 - (i) \$10 for each subject at an examination, and
 - (ii) \$20 for each subject at a supplemental examination. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 17.

OSTEOPATHIC COLLEGES

18. (1) An applicant for examination shall have completed a course of instruction in a school or college that conducts a course in osteopathy of not less than four academic years with a minimum of 5,000 hours of instruction and that requires students to have completed at least two years of pre-medical study.

(2) The course of instruction shall include the following subjects:

1. Anatomy, comprising,
 - i. gross anatomy,
 - ii. dissection,
 - iii. embryology, and
 - iv. histology.
2. Physiology.
3. Biochemistry.
4. Pharmacology, comprising,
 - i. comparative therapeutics,
 - ii. materia medica and associated subjects, and
 - iii. toxicology.
5. Pathology.

- R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 18.

(2) Meetings of the Board shall be upon the written call of the chair or upon the written request of any two members of the Board stating the reason for calling the meeting. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 19.

- (a) conduct the correspondence of the Board;
- (b) keep a true and accurate record of the minutes of all meetings of the Board;
- (c) notify all members of the Board of all meetings at least seven days in advance of such meetings;
- (d) keep a record of all osteopaths taking the examinations and the results of such examinations;
- (e) receive all money and securities and keep a proper record of all business transactions of the Board, the receipt and expenditure of all money and securities, and forthwith deposit all such money or securities received in such bank listed in Schedule I or II to the *Bank Act* (Canada) as the Board selects; and
- (f) carry out such other duties as the Board from time to time directs.

R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 20.

21. All cheques of the Board shall be signed by the chair or vice-chair and the secretary-treasurer. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 21.

22. The accounts of the Board shall be audited annually by a chartered accountant appointed by the Board. R.R.O. 1990, Reg. 280, s. 22.

APPLICATION FOR REGISTRATION AS AN OSTEOPATH BY EXAMINATION

Date of entrance to high school or collegiate

Names of high schools, collegiates, private schools, senior schools attended

Date of graduation
(from high school or collegiate) (junior) (senior)

Department of Education certificate

Names of colleges or universities attended and standing attained

Dates of attendance

Osteopathic college attended

Length of course
(number of months) (total hours of lectures or instruction)

Date of graduation

If more than one school or college
(names) (locations)

(number of months) (total hours of lectures or instruction)

I interned at

for (months) from to

Post-graduate training from to

I have received special training in osteopathy and in respect thereof I hold certificates from

(names of boards)

Three references as to character (names and addresses)

I am registered to practise in
(provinces or states)

(signature of applicant)

AFFIDAVIT

TO: THE BOARD OF DIRECTORS OF OSTEOPATHY,
Drugless Practitioners Act,
Province of Ontario.

I, of

in the County of

do solemnly declare that to the best of my knowledge and belief the completed form hereto affixed is correct and true. And I make this solemn declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath.

Declared before me at the of

this day of, 19.....

(a Commissioner, etc.)

Form 2

Drugless Practitioners Act

CERTIFICATE OF EDUCATION IN OSTEOPATHIC MEDICINE

I,
(name)

head of the teaching staff of
(school or college)

hereby certify that has successfully
(name of graduate)

completed the course in osteopathic medicine at
(school or college)

Date day of, 19

.....
(signature)

R.R.O. 1990, Reg. 280, Form 2.

